

**DECLARATION DE L'ILE MAURICE  
ASSEMBLEE ANNUELLE DES GOUVERNEURS DE LA BAD  
ABIDJAN, COTE D'IVOIRE**

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs les gouverneurs,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite à tous et toutes un bon après-midi.

Au nom du nouveau gouvernement mauricien et du nouveau ministre des Finances, Pravind Kumar JUGNAUTH, qui n'a malheureusement pas pu venir prendre personnellement part à ces assises, j'ai le privilège de vous transmettre les meilleurs vœux que ma petite île Maurice au grand cœur forme à l'endroit des gouverneurs ici présents et, à travers vous Monsieur le Président, à l'endroit des citoyens de la Côte d'Ivoire.

Monsieur le Président, permettez-moi, pour commencer, de féliciter M. Donald Kaberuka à l'occasion de sa réélection en tant que Président de la Banque pour un second mandat. Cette réélection est en soi une reconnaissance forte de ses compétences à la tête de la Banque pendant les cinq années écoulées, et nous ne doutons nullement que, sous sa direction, la Banque atteindra des sommets encore plus hauts.

Nous reconnaissons que la Banque a été très volontariste durant la récente crise économique mondiale, à travers la mise à disposition de liquidités assorties de conditions souples. Nous pensions avoir pris le tournant pour enfin voir un peu de lumière au bout du tunnel. Malheureusement, nous sommes aujourd'hui confrontés à la turbulence de l'euro. Cette situation est particulièrement préoccupante pour nombre de nos États membres qui ont ouvert leurs économies et dont une part substantielle des recettes d'exportation est libellée en euro. Cependant, tout comme les États africains ont fait preuve d'une certaine résilience, nous espérons tout de même pouvoir poursuivre notre route, contre vents et marées. Toujours est-il que, comme l'espoir n'est pas une stratégie ni non plus une politique, nous devons prendre collectivement les mesures requises pour élargir et approfondir les réformes de nos économies afin de devenir plus résistants encore.

Fait plus important encore, ces événements montrent que nous devons être prêts en tout temps et dans la mesure du possible pour affronter des épreuves sur lesquelles nous n'avons normalement pas de prise. De telles situations causent le chaos à nos économies et réduisent à néant des gains réalisés à grand-peine au prix de nombreuses années de sacrifice.

Monsieur le Président, cette expérience ne fait que conforter la nécessité de renforcer davantage encore le rôle de la Banque en tant que première institution financière du continent africain. Nous avons tous reconnu la nécessité d'une augmentation générale historique du capital de la Banque de 200 % avec une portion libérée de 6 %. Si nous devons bâtir l'avenir de la Banque, ce n'est que maintenant que nous pouvons le faire et mobiliser des flux de ressources additionnels nécessaires pour financer la croissance et la transformation de nos économies. Nous devons nous engager à souscrire entièrement notre part de l'augmentation du capital. Cela nous permettra d'avoir des ressources suffisantes pour tenir en situations de crise.

Nous sommes confortés par le plan d'action de la Banque. À cet égard, je me réfère à ce que le Président a dit avec humilité hier dans sa déclaration juste après sa réélection, par rapport à ses réalisations passées, et je cite « le meilleur est à venir », fin de citation, et à l'engagement pris, avec son personnel, de poursuivre la restructuration institutionnelle dans le sens d'une plus grande atténuation des risques. Pour favoriser l'avènement de ce « meilleur », la Banque doit aussi mettre au point de nouveaux instruments pour aider les pays à aider les industries à se restructurer pour devenir compétitives. Dans le même temps, nous avons la responsabilité collective de protéger les personnes affectées par les situations de crise.

Pour ramener les taux de croissance de l'Afrique aux niveaux d'avant-crise, et dans le cadre de l'objectif plus large de faire reculer la pauvreté en Afrique, nous devons adopter une double approche consistant, d'une part, à améliorer le climat des affaires afin d'attirer les IDE, renforcer les capacités de production et créer des possibilités d'emplois, et, d'autre part, à améliorer la compétitivité globale afin de nous intégrer à l'économie régionale et internationale. Cela implique également la levée des obstacles à la circulation des biens, des services, de la main-d'œuvre et des capitaux afin de créer une zone de libre-échange efficace et, à terme, un marché commun, comme le prévoit le Traité d'Abuja.

L'accélération de l'intégration pour créer plus de prospérité est également inscrite dans les initiatives régionales telles que le Cadre tripartite COMESA-EAC-SADC et l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Cependant, en dépit d'investissements importants effectués dans les études et l'élaboration de protocoles d'accord et d'accords-cadres, les résultats en ce sens sont médiocres, comme en témoignent les très lents progrès enregistrés dans la réalisation d'un marché commun dans les Communautés économiques régionales (CER) mentionnées plus haut. Qui pis est, le climat global des affaires est encore loin d'être favorable à l'investissement privé dans des projets régionaux et des partenariats public-privé, tandis que les coûts de production et de transaction sont nettement supérieurs aux références acceptables.

Une nouvelle approche est donc indispensable si nous voulons obtenir des résultats. Cette nouvelle approche se doit d'être pragmatique et enracinée dans les réalités de la région et les spécificités des pays. Elle doit permettre de s'attaquer en priorité au double problème évoqué plus haut. Il nous faut un programme qui soit axé, entre autres, sur la création, d'une part, d'un environnement propice pour soutenir une réduction rapide des obstacles dans les différentes CER et, d'autre part, d'un environnement des affaires favorable pour mobiliser des investissements privés et des partenariats public-privé au profit de projets régionaux, tout en faisant de la région une destination plus attractive pour l'investissement. Un tel programme contribuerait à placer l'Afrique sur la voie d'un développement à forte croissance reposant sur des parts de marché à l'exportation et d'IDE en augmentation.

Étant donné que les réformes sont mises en œuvre au niveau national, il nous faut un cadre OPÉRATIONNEL qui lie le programme de développement national et le programme régional de réformes stratégiques. Le cadre peut intégrer la dimension régionale/mondiale et indiquer clairement les buts à atteindre à travers des progrès annuels cumulatifs. Le programme peut également être mis en œuvre à un rythme variable et être à géométrie variable afin de permettre aux pays qui sont déjà prêts à avancer de le faire rapidement, tout en permettant aux autres de se joindre à eux lorsqu'ils seront à leur tour prêts.

Pour faire progresser ce programme, les partenaires au développement devraient axer leur assistance sur le déblocage de la réforme stratégique au niveau régional afin de réduire les obstacles à la réalisation d'un marché commun et à la création d'un environnement des affaires favorable, en plus de l'appui à des projets d'infrastructures régionales et au renforcement des capacités des CER.

Je me réjouis à la perspective de travailler avec vos services pour concevoir un tel programme, dans lequel les Communautés économiques régionales seraient au cœur de l'action, tandis que la Banque apporterait l'appui technique et financier.